

Société

LES ENSEIGNANTS : UNE POPULATION CULTURELLEMENT MOINS HOMOGÈNE ET ÉLECTORALEMENT PLUS DIVERSE

Jérôme Fourquet

02/02/2021

L'Observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès, avec l'Ifop, a souhaité dresser un panorama le plus large possible de ce que les enseignants de France vivent, ressentent et envisagent pour l'avenir. Après une première analyse de Iannis Roder sur la façon dont les enseignants vivent les contestations de la laïcité et les revendications religieuses, Jérôme Fourquet revient dans cette deuxième partie sur la population enseignante, moins homogène et plus diverse que par le passé.

L'affaiblissement de la matrice enseignante

Si le monde enseignant a gardé tout son poids numérique dans la société française, les effectifs étant passés de 808 000 en 1990 à 866 000 en 2019, il a perdu de son homogénéité sociologique, culturelle, syndicale et politique. Les murs de la forteresse enseignante se sont lézardés et les professeurs ne constituent plus un bloc aussi cohérent que par le passé. En 1992, la toute-puissante FEN, qui avait été un acteur syndical et politique de premier plan depuis l'après-guerre, éclatait en deux organisations, la FSU et l'UNSA Éducation. Ce schisme syndical renvoyait à des divergences politiques et idéologiques mais aussi à des difficultés croissantes à parler d'une seule voix et à représenter l'ensemble de ce groupe social, traversé par des clivages générationnels et statutaires, et travaillé par la montée en puissance de l'individualisme conduisant à l'affaiblissement des identités professionnelles. Si les enseignants demeurent l'une des professions les plus syndiquées, le taux de syndicalisation a nettement reflué puisqu'il est passé de 45% au début des années 1990 à 30% aujourd'hui. Ce reflux traduit une hétérogénéité de ce groupe social, dont les références culturelles et les modes de vie ne sont plus aussi monolithiques que par le passé.

Parallèlement aux syndicats, d'autres organismes avaient été créés par et pour les enseignants, renforçant et nourrissant un sentiment d'appartenance et une identité propre. C'est le cas

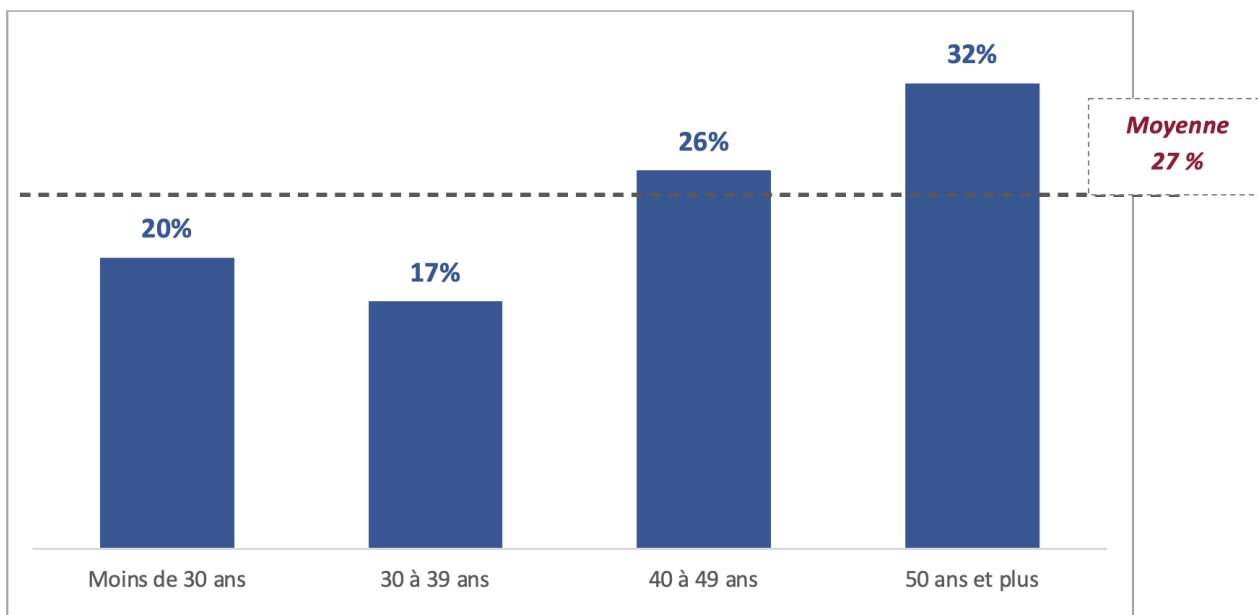
notamment de l'assureur Maif. 39% des enseignants sont aujourd'hui adhérents à la « mutuelle des profs » pour ce qui est de leur assurance habitation. Dans l'absolu, ce chiffre indique une forte pénétration de cette clientèle par la Maif, mais quand on connaît les liens historiques et organiques entre la mutuelle et le monde enseignant, cette part de marché n'est pas si exceptionnelle que cela. Le choix de la Maif n'est plus automatique et l'acteur historique et hégémonique est aujourd'hui concurrencé par d'autres opérateurs, notamment des mutualistes (la Macif, MMA et la Maaf détenant 21% du marché de l'assurance habitation des enseignants). En 1947, la coopérative des adhérents de la Maif, la fameuse Camif, avait été créée pour proposer aux enseignants des biens d'équipement et d'autres produits à prix compétitifs. La Camif deviendra un puissant acteur de la vente par correspondance en s'appuyant sur cette clientèle particulière. Mais, signe de l'effritement de cette matrice identitaire professionnelle, qui se déclinait jusque dans l'univers de la consommation, la Camif sera placée en liquidation judiciaire en 2008. Elle renaîtra de ses cendres en 2009 en étant reprise par le groupe Matelsom. Elle s'appelle désormais Camif-Matelsom et propose un équipement durable et *made in France* pour la maison à une clientèle grand public et plus seulement enseignante.

La diversité croissante du monde enseignant se lit également dans leur consommation de médias. Quand 11% des enseignants n'écoutent pas la radio le matin, France Inter et France Info sont les deux stations les plus écoutées à ce moment de la journée (par respectivement 14% et 11% des enseignants) mais ces deux radios du service public ne sont pas hégémoniques parmi les enseignants même si le groupe Radio France (à France Inter et France Info, il convient d'ajouter France Culture, FIP, France Musique et France Bleu) cumule 35% d'écoute, soit plus d'un professeur sur trois. Ainsi, 7% préfèrent par exemple RTL, la même proportion NRJ et 6% RTL2, antennes aux programmes assez différents de ceux de France Inter et de France Info.

L'analyse par tranche d'âge indique par ailleurs que si les générations les plus âgées (les cinquante ans et plus) demeurent assez influencées et structurées par la matrice enseignante, leurs jeunes collègues sont nettement moins imprégnés et cultivent des liens plus distants avec cette culture et cette identité professionnelles. Les professeurs de moins de trente ans sont ainsi seulement 18% à être syndiqués (on ne descend jamais en dessous de 30% pour les autres classes d'âge). Au-delà de cet engagement syndical moindre, la distance des jeunes professeurs aux « réflexes » culturels enseignants se vérifie par ailleurs, comme le montrent les deux graphiques suivants : le taux d'adhésion à la Maif varie ainsi du simple au double entre les moins de trente ans et les cinquante ans et plus et les écarts sont également très conséquents pour ce qui est de l'écoute matinale de France Inter et France Info. Il est ainsi intéressant de noter que la radio NRJ est écoutée par 18% des jeunes enseignants de moins de trente ans, soit près de un sur cinq, à peu de choses près la même proportion qui écoute France Inter (12%) et France Info (8%) cumulées. C'est toutefois la

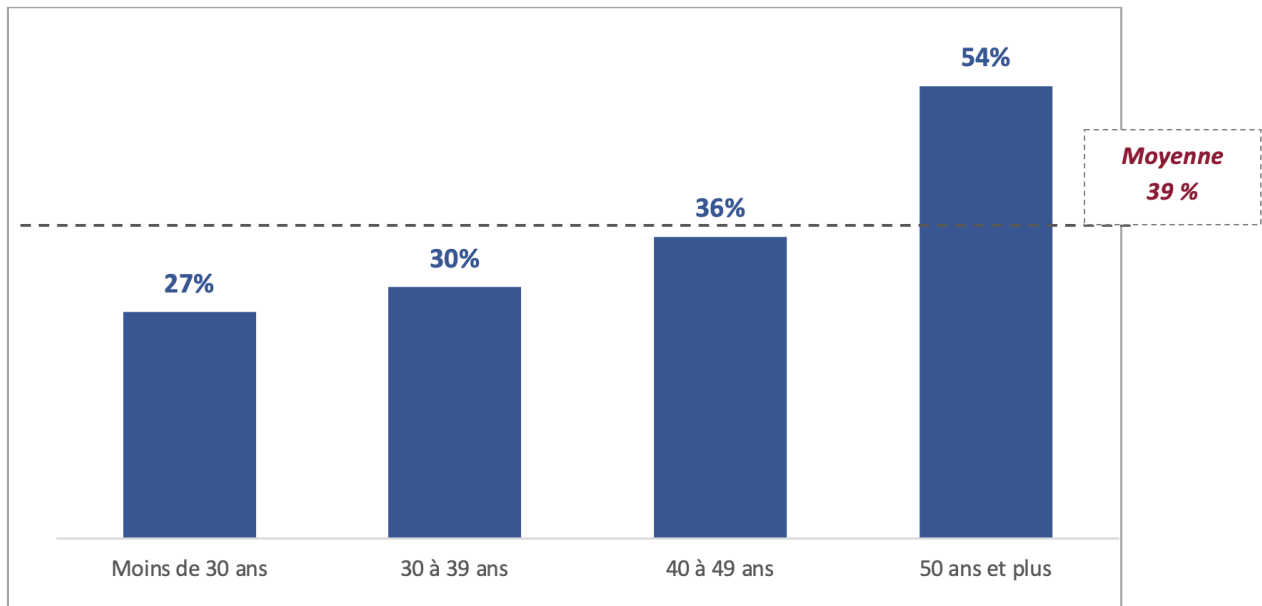
tranche des 30-39 ans qui écoute le moins ces deux stations de radio (17%) soit presque deux fois moins que les plus de cinquante ans.

Proportion d'enseignants ayant souscrit leur assurance habitation à la Maif



Source : Ifop / Fondation Jean-Jaurès.

Proportion d'enseignants écoutant France Inter ou France Info le matin



Source : Ifop / Fondation Jean-Jaurès.

On peut ainsi légitimement penser qu'au gré du renouvellement générationnel, cette identité enseignante, jadis si prégnante, va continuer de se déliter de manière croissante. Les générations les plus âgées encore en activité dans le premier degré sont les dernières à être passées par les écoles normales d'instituteurs. Ces institutions qui donnaient une forte cohésion et un esprit de corps affirmé ont cessé leurs activités en 1989-1990. Elles ont été remplacées par les IUFM (eux-mêmes transformés en ESPE puis aujourd'hui en INSPE), structures qui ne semblent plus jouer le rôle de creuset et ne transmettent manifestement plus une identité professionnelle aussi puissante.

Si le parcours de formation n'est plus aussi efficace dans la perpétuation d'une culture professionnelle forte, la matrice familiale vient en partie s'y substituer dans la mesure où l'héritage sociale est assez courante chez les enseignants. 21% d'entre eux, soit une proportion assez élevée, ont en effet l'un ou leurs deux parents qui étaient/sont enseignants. Parmi ces « enfants de profs », les attributs ou les marqueurs de l'identité enseignante sont nettement plus répandus que parmi leurs collègues issus d'autres milieux sociaux. Ainsi, 60% de ces « héritiers », pour paraphraser Pierre Bourdieu, adhèrent à la Maif (contre seulement 34% des non-héritiers), 37% d'entre eux écoutent France Inter ou France Info le matin (contre 22% des non-héritiers) et 37% sont syndiqués contre 28% des non-héritiers. Les professeurs enfants d'au moins un parent enseignant semblent également plus sensibles aux manifestations et revendications liées à la religion dans les

établissements scolaires. Ils sont ainsi 33% à dire s'autocensurer plusieurs fois par an (+6 points par rapport à l'ensemble des enseignants), 63% (72% pour ceux qui ont deux parents enseignants) à avoir constaté au moins une fois des formes de contestation au nom de la religion dans leur établissement actuel (+10 points par rapport à l'ensemble des enseignants) et ils sont 26% à avoir observé une contestation au moment de l'hommage rendu à Samuel Paty (+7 points par rapport à l'ensemble des enseignants).

Fait intéressant, la reproduction sociale semble beaucoup plus développée dans l'élite enseignante. 39% des agrégés sont ainsi des enfants de profs contre seulement 22% des certifiés et 18% des professeurs des écoles. Pour ce qui est de certifiés et de professeurs des écoles, le métier d'enseignant offre toujours des possibilités d'ascension sociale pour les jeunes issus des milieux populaires ou de l'immigration. Le ticket d'entrée pour l'agrégation nécessite, en revanche, l'accumulation d'un capital culturel et social plus important, ce qui semble favoriser les enfants d'enseignants mieux dotés et mieux préparés.

2002-2017 : une hétérogénéité électorale croissante

Cette diversité culturelle, l'affaiblissement d'une matrice enseignante homogène, n'allait pas rester sans conséquence en matière électorale. Si les professeurs et les instituteurs se caractérisent toujours par une orientation politique plus à gauche que la moyenne des Français, l'hégémonie du Parti socialiste a été très fortement remise en question depuis vingt ans et le vote enseignant s'est illustré lors de différents scrutins par une forte propension à la dispersion et des mouvements erratiques.

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, soit quelques années seulement après l'implosion de la FEN et la disparition des écoles normales, Lionel Jospin recueillait 40% des voix des professeurs et instituteurs (d'après un sondage de la Sofres), mais son score fut divisé par deux (19%) au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Lors de ce scrutin de funeste mémoire pour la gauche, les enseignants constituèrent un des pans de l'électorat dans lequel la dispersion des votes sur les différentes candidatures de gauche fut la plus spectaculaire. À un vote en faveur des candidats d'extrême gauche (Arlette Laguiller et Olivier Besancenot) très significatif (11%, plus 4% pour Robert Hue) s'ajouta, en effet, un vote élevé pour les candidats situés aux marges du courant socialiste : 8% pour Christiane Taubira et 15% pour Jean-Pierre Chevènement et un fort écho pour le candidat écologiste Noël Mamère qui capta 13% des voix enseignantes, soit nettement plus que son score national.

Le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2002

Candidats	Enseignants	Ensemble des Français	Écart
Candidats trotskystes + R. Hue	15%	14%	+ 1 pt
L. Jospin	19%	16%	+ 3 pts
C. Taubira	8%	2%	+ 6 pts
N. Mamère	13%	5,5%	+ 7,5 pts
J.-P. Chevènement	15%	5,5%	+ 9,5 pts
F. Bayrou	7%	7%	-
Candidats de la droite parlementaire	18%	24,5%	-6,5 pts
Candidats d'extrême droite	5%	19,5%	-14,5 pts
Autres candidats	-	6%	-6 pts

Source : Ifop.

Sans parler de l'extrême gauche, les candidatures en marge du « Parti socialiste – canal historique » atteignirent 36% dans l'électorat enseignant (contre 13% dans l'ensemble de la population) alors que Lionel Jospin ne put rassembler que 19% des voix de cet électorat, il y a peu encore acquis au Parti socialiste. La déception concernant le bilan du gouvernement Jospin et le projet porté par le candidat expliquent sans doute, comme auprès d'autres composantes de l'électorat socialiste, ce désamour. Mais il fut sans doute renforcé chez les enseignants par les mauvais souvenirs laissés par le passage de Claude Allègre au ministère de l'Éducation.

Lors de l'élection présidentielle de 2007, la dispersion de l'électorat enseignant fut moins forte et le

Parti socialiste, en la personne de Ségolène Royal, retrouva des couleurs, face à la perspective d'une victoire de Nicolas Sarkozy, personnalité repoussoir pour de nombreux professeurs. Échaudée par l'élimination de Lionel Jospin du fait d'un éparpillement des voix cinq ans plus tôt, la gauche enseignante resserra les rangs. Ségolène Royal capta ainsi 31% des voix des professeurs et des instituteurs, soit une performance nettement supérieure à celle de Lionel Jospin en 2002 (19%). En dépit d'une certaine remobilisation, la candidate socialiste ne retrouva pas pour autant l'étiage du même Lionel Jospin en 1995 (40%), signe d'une altération du lien organique ayant existé entre le monde enseignant et le Parti socialiste.

Le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2007

Candidats	Enseignants	Ensemble des Français	Écart
Candidats d'extrême gauche	6%	6%	-
M.-G. Buffet	4%	2%	+ 2 pts
S. Royal	31%	26%	+ 5 pts
D. Voynet	5,5%	2%	+ 3,5 pts
F. Bayrou	28%	19%	9 pts
Candidats de la droite parlementaire	17%	33%	-16 pts
J.-M. Le Pen	3%	10%	-7 pts
Autres candidats	5,5%	2%	-3,5 pts

Source : Ifop.

Autre symptôme de cette hétérogénéité idéologique croissante, François Bayrou obtint cette année-là 28% des voix enseignantes, faisant presque jeu égal avec Ségolène Royal. Son discours en direction du monde enseignant ainsi que son statut d'ancien professeur et d'ancien ministre de l'Éducation nationale ont sans doute contribué à cette performance. On peut aussi voir dans ce soutien au candidat centriste l'expression d'une volonté d'une partie des enseignants de gauche de ne pas voter pour Ségolène Royal – qui les avait notamment braqués avec une polémique sur leur temps de présence – sans pour autant voter à droite. Le fait que près d'un quart des enseignants se disant proches du Parti socialiste (24%) et de la FSU aient voté pour le candidat du MoDem tendrait à confirmer cette hypothèse.

En 2012, au terme du quinquennat de Nicolas Sarkozy, la volonté d'alternance était très forte dans l'électorat de gauche. Dans ce contexte, François Hollande bénéficia d'un vote utile puissant dans l'électorat enseignant. D'après un sondage Ifop réalisé pour *Le Monde* en février 2012, 46% des enseignants s'apprêtaient à voter pour le candidat socialiste, soit une surcote de 16 points par rapport au grand public (François Hollande se situant à l'époque à 30% dans les sondages d'intention de vote réalisés auprès du grand public). Jean-Luc Mélenchon recueillait 10% des voix enseignantes et les candidats écologistes ou d'extrême gauche 6%. François Bayrou, qui était de nouveau candidat, ne réitéra pas sa performance de 2007, mais fut tout de même soutenu par 19% des enseignants.

Avec 46% d'intentions de vote, François Hollande est parvenu à faire le plein de voix enseignantes en récupérant notamment un fort contingent de voix (35%) qui s'étaient portées sur François Bayrou en 2012. Cela montre bien, rétrospectivement, que la personnalité clivante de Ségolène Royal avait bénéficié au candidat centriste en 2007. Mais ces mouvements de va-et-vient portant sur des volumes de voix importants illustrent par ailleurs que si la droite ne fait toujours pas recette chez les enseignants, les votes ne sont plus aussi automatiques et conditionnés que par le passé. Des candidats de différentes sensibilités (écologiste, gauche de la gauche, centriste) peuvent régulièrement rencontrer un écho significatif dans le milieu enseignant, l'élection présidentielle de 2017 en ayant de nouveau apporté la preuve de manière paroxystique.

Lors de l'élection présidentielle de 2017, les tendances à l'œuvre dans l'ensemble de la population vont se trouver en effet amplifiées dans l'électorat enseignant qui, comme en 2002, se détournera du Parti socialiste. Ainsi, selon un sondage de l'Ifop réalisé quelques jours avant le premier tour, le candidat socialiste Benoît Hamon n'était crédité que de 15% des voix chez les enseignants. Il résistait, certes, un peu mieux dans cette catégorie que dans le reste de la population (il se situait à l'époque à 7,5% dans les intentions de vote grand public), mais il enfonçait tout de même le plancher atteint chez les enseignants par Lionel Jospin en 2002 (19%). Cette déroute, intervenant

au terme du quinquennat de François Hollande, renseigne sur le très fort mécontentement à l'égard du bilan de la majorité sortante, mais illustre également, une nouvelle fois, la grande volatilité électorale de cette population. À côté de ce dernier carré d'électeurs fidèles au Parti socialiste, toute une partie des enseignants préféra soutenir Jean-Luc Mélenchon, crédité de 23% (contre 18,5% dans les sondages nationaux à l'époque). Ce tropisme fut encore plus marqué parmi les jeunes enseignants (29% parmi les moins de quarante ans et même 37% auprès des moins de trente ans). Mais le candidat du Parti socialiste ne fut pas uniquement concurrencé sur sa gauche. Emmanuel Macron captait ainsi 38% des intentions de vote chez les profs (pour un score de 23,5% à l'époque dans le grand public) et s'imposa largement.

Le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 a ainsi vu se combiner une forte concurrence à gauche du Parti socialiste, comme ce fut le cas en 2002, où de nombreux enseignants optèrent pour des candidatures de gauche non socialistes ; et l'attrait pour une offre centriste, comme en 2007, quand François Bayrou fit une percée dans cet électorat. Ces violents à-coups électoraux observés désormais depuis une vingtaine d'années en disent long sur l'état de désaffiliation partisane qui affecte un groupe social, qui fut jadis la colonne vertébrale de la gauche socialiste. Plus globalement, les enseignants avaient historiquement une fonction d'encadrement idéologique de la classe moyenne et constituaient ainsi une quille stabilisatrice du système politique et social. Ce rôle stabilisateur et d'encadrement semble aujourd'hui considérablement amoindri, la quille, à la composition plus hétérogène et à l'armature moins rigide que par le passé, étant elle-même soumise au tangage et au roulis.

Source : Enquête réalisée par l'Ifop par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 17 décembre 2020 auprès d'un échantillon de 801 enseignants des premier et second degrés en France métropolitaine.